

SPUQ INFO

BULLETIN DE LIAISON DU SYNDICAT DES PROFESSEURS ET PROFESSEURES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL



Repenser l'université : deux entretiens

// MICHEL LACROIX, 3^e vice-président

Après les idées lancées par les auteurs du *Academic manifesto*, puis les contributions de Jacques Pelletier et Mathilde Cambron-Goulet, la série de textes sur l'université prend dans ce numéro la forme d'entretiens, une des formes les plus anciennes de la réflexion sur le savoir. L'invitation à la discussion lancée au début de cette série se concrétise ainsi dans des échanges entre collègues, échanges dont les auteures de *The Slow Professor* déplorent précisément l'évanouissement progressif. Écartelés par des pressions temporelles multiples, parfois contradictoires, les professeures et professeurs d'université en viennent parfois à ne plus voir que comme des pertes de temps les réunions et entretiens avec les collègues. Insidieusement, ces pressions contribuent à atomiser le corps professoral. Les corridors universitaires sont désormais désertés, les portes closes.

Les échanges lors de la table ronde réunissant quelques professeures et professeurs de la Faculté des sciences ont d'ailleurs abordé ces deux aspects. Le plus net, le plus vif sentiment exprimé lors de ces entretiens était celui d'une lourde surcharge de travail; « je n'ai plus le temps de penser », a-t-on alors signalé, de diverses façons. Comment ne pas y voir le signe d'un grave problème, celui des universités, bien davantage que celui des seuls individus concernés ou de la seule UQAM ? En même temps, on y a exprimé le désir de disposer d'espaces de réunions informelles, au sein des départements. Ce problème comme ce désir laissent entrevoir l'attachement à l'université en même temps et la volonté d'échapper à l'esprit d'universelle compétition.

L'entretien avec Yves Gingras aborde directement cet esprit, pour mieux défaire quelques-uns des mythes qui lui sont attachés, dont celui du marché global des universités, pur « fantasme de dirigeants », qui produit cependant nombre d'effets pervers, dont une forte « rente linguistique » avantageant les universités anglophones québécoises, par la dérégulation des frais d'inscription des étudiantes, étudiants étrangers. Insistant sur les dangers des utilisations « sauvages » d'indicateurs bibliométriques pour évaluer les recherches individuelles ou établir des classements internationaux d'université, Gingras souligne l'intérêt des subventions annuelles automatiques, surtout en sciences humaines et sociales, terminant l'entretien avec une remarque sur une autre dérive potentielle, de la part des comités d'éthique. □

308

mai 2018

SOMMAIRE //

- REPENSER L'UNIVERSITÉ : DEUX ENTRETIENS -1
- JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR LA RECHERCHE -2
- ENTRETIEN AVEC YVES GINGRAS – LA QUANTOPHRÉNIE, LA MISSION DE L'UNIVERSITÉ ET L'ÉVALUATION DE LA RECHERCHE -3
- REPENSER L'UNIVERSITÉ – TABLE RONDE SUR L'EXERCICE DU MÉTIER DE PROFESSEURE, PROFESSEUR EN SCIENCES, wessam ajib, aboulaye diallo, christophe hohltweg, éric lucas, isabelle marcotte, julie thériault -6
- ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR – DEUXIÈME RENDEZ-VOUS, -8

JOURNÉE DE RÉFLEXION
SUR LA RECHERCHE
3 MAI, 8 H 30, J-1200// -2



JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR LA RECHERCHE

3 MAI 2018, PAVILLON JUDITH-JASMIN, J-1200 UQAM

8 h 30 : Accueil

8 h 45 : Mots d'ouverture

Séance I : La culture de la recherche : succès, excès, lacunes?

Présidence de séance : Louis-Claude Paquin, UQAM

- 9 h « Financement de la recherche : quelques enjeux », Louise Poissant, FRQSC
« Le rapport Naylor », Martha Crago, McGill
« Visées et trajectoires », Pierre Lucier, UQAM et INRS
- 10 h 45 « Enseignant et chercheur, deux rôles conciliables pour les chargés de cours? », David Rhainds, UQAM-Institut de cardiologie
« La concentration des fonds de recherche et ses effets », Vincent Larivière, Université de Montréal
« Enjeux de la recherche au collégial », Isabelle Bouchard, Cégep de Jonquière

Séance II : À quelle vitesse penser, écrire et publier? Temporalités et précarités

Présidence de séance : Olivier Aubry, UQAM

- 13 h « La recherche "Lean" », Angelo Dos Santos Soares, UQAM
« Professionnel de la recherche : Carrière ou emploi? », Michel Ouellet, CHU de Québec-Université Laval
« Les juristes publient-ils trop? », Dimitri Pag-yendu M. Yentcharé, Université Laval

Séance III : Savoirs et vie publique

Présidence de séance : Pierre-Paul St-Onge, UQAM

- 15 h « Engagement social et engagement scientifique dans une ère de changement institutionnel », Andrée Fortin, Université Laval et Jean-Philippe Warren, Concordia
« Recherche collégiale et transmission des savoirs », Lynn Lapostolle, Association pour la recherche au collégial
« Profession chargé de cours : un parcours de recherche normalement atypique », Michel Sarra-Bournet, UQAM et Université de Montréal
« Sortir du positivisme institutionnel, une condition pour s'engager librement », Florence Piron, Université Laval

Avec la participation de : Marie-Pierre Boucher, UQO; Guy Champagne, Nota Bene; Ryoa Chung, Université de Montréal; Karine Gentelet, UQO; Jean-Charles Grégoire, INRS; Olivier Lemieux, Comité intersectoriel étudiant, FRQ; et Dominique Leydet, UQAM

Comité scientifique :

Christian Agbobli, Corinne Gendron, Yves Gingras et Dominic Hardy, UQAM

Comité d'organisation :

Olivier Aubry et Michel Lacroix, UQAM



Entretien avec Yves Gingras

La quantophrénie, la mission de l'université et l'évaluation de la recherche

// Entretien avec Yves Gingras, Département d'histoire
par Michel Lacroix, 3^e vice-président du SPUQ pour le *SPUQ-Info*

SPUQ-Info – *Commençons par une première série de questions sur un domaine que tu as examiné dans de nombreuses publications, celui de la « quantophrénie » des administrateurs universitaires, c'est-à-dire le fétichisme des indicateurs quantitatifs. Question qui touche aussi à la conception même de l'université, dans la mesure où l'obsession des indicateurs est fortement liée à une « vision unidimensionnelle de la compétition », comme tu le montres dans ta critique de l'ouvrage de Robert Lacroix et Louis Maheu¹.*

Tu indiques, dans ce compte rendu, que cette vision de la compétition est « aussi peu interrogée que la mission des universités » et qu'elle néglige l'importance de la coopération scientifique. Est-ce que tu pourrais développer cette remarque ? Qu'est-ce qui dans la conception d'un marché mondial animé par la compétition entre universités opère une réduction voire une déformation de la mission des universités et du fonctionnement de la recherche universitaire ?

Yves Gingras – En un certain sens, le « marché mondial » ou « global » sur lequel les universités québécoises (ou françaises ou même pour la plupart des institutions américaines outre la dizaine dite « Ivy League ») est un *fantasme* de dirigeants qui veulent se donner de l'importance en croyant qu'ils circulent à l'échelle globale. Or, c'est une illusion pour au moins deux raisons. La première est que l'analyse des données réelles sur la fréquentation universitaire indique clairement que la première variable qui détermine le choix d'une institution est la distance ! Cela est tellement vrai que même la soi-disant « prestigieuse » HEC-Montréal n'arrive pas à faire déplacer ses « cadres » du centre-ville vers la Montagne et a donc décidé de construire à grand frais d'argent public un immeuble en plein centre-ville à deux pas des autres écoles de gestion (UQAM, Concordia, McGill) ! Le gouvernement du Québec y engloutira même 94 millions de dollars !! Autre exemple : l'Université de Montréal, pourtant accessible aux habitants de Laval en 30 minutes en métro via la ligne orange, a ouvert un « campus » au métro Montmorency pour attirer les étudiantes, étudiants ! Qui a dit que la distance n'a pas d'importance ?

Deuxième raison, plus grave à mon sens, est que ce fantasme de la « compétition mondiale » présuppose que la mission première des universités est de jouer à ce jeu sur un « marché », ce qui reviendrait à modifier radicalement la mission des universités sans même en discuter ! En effet, partout depuis le Moyen Âge les universités ont été créées pour répondre aux besoins des populations locales. Oui Paris et Oxford étaient prestigieuses et attirantes mais cela n'a pas

empêché les différents États-cités de créer leurs propres institutions pour former leurs élites et leurs fonctionnaires. Nommons seulement : Orléans (1306), Angers (1337), Florence (1349), Cracovie (1364), Vienne (1365). Pourquoi n'envoyaient-ils pas simplement leurs citoyens à Paris ? Bien sûr les « pérégrinations académiques » ont toujours existé. Pensons seulement à Copernic qui, entre 1496 et 1503, passe de Cracovie à Bologne et de Padoue à Ferrare ! Mais il ne faut pas confondre cela avec la *mission* fondamentale de ces institutions qui est de répondre d'abord au marché local et à ses besoins spécifiques. Quant à la recherche, il faut rappeler qu'elle ne devient une véritable mission de l'université qu'au 19^e siècle dans la foulée de la création de l'Université de Berlin en 1810 par le ministre prussien de l'éducation Wilhelm von Humboldt. Jusque-là, la recherche était plutôt la mission des académies. Le modèle humboldtien, imité et adapté aux États-Unis et au Canada à la fin du 19^e siècle, constitue une transformation radicale de la mission des universités. Il n'y a donc pas de continuité sur ce plan avec les institutions créées au Moyen Âge et dont les facultés (droit, médecine, théologie) étaient professionnelles, la Faculté des arts servant de formation de base avant l'entrée dans les facultés « supérieures ». Il est donc anachronique de faire remonter la « recherche libre et fondamentale » aux universités médiévales... Notre véritable ancêtre est bien l'université allemande du début du 19^e siècle avec ses séminaires de recherche et ses diplômés de Ph. D. (*philosophiæ doctor*) octroyés pour la production de nouvelles connaissances publiées dans une thèse.

C'est dire à quel point la rhétorique de la « globalisation » cache une transformation radicale de la mission universitaire. C'est bien sûr probablement un « hasard » si ces discours de compétition viennent après le désintérêt des gouvernement envers les universités qui ont subi d'énormes coupures budgétaires. Or, les dépenses étant à peu près incompressibles, la course aux étudiantes, étudiants étrangers – qui paient bien sûr plus cher – était la solution la plus facile, même si cela se fait souvent au détriment de la qualité de la formation, car toute professeure, tout professeur honnête sait très bien que plusieurs de ces « internationaux » maîtrisent souvent mal le français et même, ne l'oublions pas, l'anglais, dont on aurait tort de penser qu'il est bien maîtrisé. J'ai enseigné à Toronto au milieu des années 1990 et lors de l'examen j'ai été surpris par un étudiant qui m'a demandé s'il pouvait utiliser son dictionnaire anglais-chinois...

1. Yves Gingras et Johan Giry, « Les prophètes du nouvel ordre universitaire », *Recherches sociographiques*, vol. 58, n° 2, août 2017, p. 497-512. Compte rendu de Robert Lacroix et Louis Maheu, *Les Grandes universités de recherche. Institutions autonomes dans un environnement concurrentiel*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2015.

Un autre effet pervers facilement prévisible – et d'ailleurs déjà constaté – est un effet du contexte géographique : le Québec est entouré par des anglophones tant aux USA que dans le ROC. Il existe donc une rente linguistique pour les universités anglophones du Québec sur laquelle ne peut bien sûr compter les autres institutions francophones (HEC, UdeM, UQAM, Laval, Sherbrooke, INRS, UQ, etc.). Le Ministère semblait le comprendre intuitivement quand il redistribuait à l'ensemble du réseau les frais payés par les étudiantes étrangères, étudiants étrangers. On comprend facilement que celles qui bénéficient de cette rente – présentée aux naïfs comme une preuve de « qualité » – voudraient la garder pour elles comme si le marché était le même pour toutes les universités. La seule façon de compenser cet avantage contingent est donc évidemment d'offrir aussi des cours en anglais pour attirer ces étudiantes, étudiants unilingues qui dominent la géographie nord-américaine dans laquelle les gaulois québécois sont plongés. Et bien sûr nos « gens d'affaires » académiques qui se prennent pour des « innovateurs » sont « fiers » d'innover en offrant ces cours « originaux » et « agiles » pour répondre à la « demande » ...

Or, en respectant la mission première on peut très bien la rendre compatible avec la collaboration en créant – comme on le fait – des programmes conjoints divers et des ponts facilitant les échanges pour des séjours de courtes périodes (2-3 mois), car encore ici il faut être pratique : peu de personnes peuvent partir sans problème pour une année et préfèrent des séjours d'un mois ou deux, plus facile à gérer sur le plan familial.

On le voit : les *buzz words* à la mode ne résistent pas à une analyse sérieuse de la réalité et de la dynamique réelle des universités. Mais les « marchés » étant d'abord et avant tout une construction sociale, il est certain que les gouvernements et les dirigeants qui y croient vont œuvrer à transformer l'université en organisation ne devant que répondre aux soi-disant « lois du marché » qu'ils auront en fait défini de façon performative et auto-réalisatrice. Face à ces tentatives, il faut donc résister en rappelant la mission traditionnelle et presque millénaire de l'université : former les personnes en leur donnant les outils de la pensée critique et les connaissances nécessaires pour agir dans la société et s'y épanouir en fonction de leurs intérêts, habiletés et passions.

SPUQ-Info – *D'une certaine manière, les outils issus de la bibliométrie sont devenus des armes, utilisées à tort et à travers par des périodiques, des instituts ou des instances publiques, parfois même employées pour évaluer le travail des collègues. Ainsi pour les classements internationaux de Shanghai ou du Times Higher Education, dont tu as pu dire qu'ils n'avaient « aucune valeur scientifique² » ou de l'usage sauvage du facteur d'impact.*

Comment dès lors, concilier l'évaluation de la qualité de l'enseignement, de la recherche et de la création, sans céder à la quantophrénie? Comment « contrer les forces qui cherchent à imposer aux universités des classements illusoire »? Est-ce en construisant des « contre-indicateurs », basés sur d'autres valeurs, d'autres conceptions de l'université, comme le proposent les auteurs du Academic Manifesto³? Comment l'UQAM peut-elle défendre la valeur de sa formation, de sa recherche et de ses liens avec la société, sans céder aux sirènes de Shanghai? Comment, enfin, ne pas

écraser les professeures, professeurs et les institutions sous cette prolifération de l'évaluation, avec ses formulaires, ses fichiers excel et autres lourdeurs bureaucratiques?

Yves Gingras – J'ai analysé en détail les aspects techniques des indicateurs dans mon petit ouvrage *Les dérives de l'évaluation de la recherche*. Personnellement je ne parle pas de « contre-indicateurs » – cela fait trop militant – mais simplement d'indicateurs *valides*. Or, comme je le montre dans mon ouvrage, on peut déterminer si des indicateurs sont valides ou non. Il faut aussi distinguer les échelles d'analyse : un indicateur utile au niveau d'une université peut-être inapplicable à un individu. Je rappelle ici le rapport très utile produit en 2012 par le Conseil des académies canadiennes et auquel j'ai participé. Intitulé *Éclairer les choix en matière de recherche : indicateurs et décisions⁴*, il rappelle le bon sens : les nombres ne peuvent pas remplacer le jugement, lequel tient compte du contexte local.

Ainsi pour évaluer un individu donné, il faut s'en tenir aux approches établies : comité qui analyse le CV et qui peut évaluer la qualité du travail accompli ! Pas besoin « d'indice h » ou de « facteur d'impact » de revues, pratiques curieusement répandues en sciences biomédicales et de la nature et que les sciences humaines et sociales ne devraient surtout pas imiter. J'ai d'ailleurs de manière un peu facétieuse (pas aussi sérieuse) établi un syllogisme pour expliquer l'absurdité d'utiliser les classements et facteur d'impact : SI vous ne connaissez pas le domaine, alors vous avez besoin de ces indices pour connaître la qualité de la revue, MAIS vous ne devriez pas évaluer le dossier, car vous n'y connaissez rien. SI vous connaissez le domaine, alors vous pouvez agir comme évaluateur, mais vous n'avez pas besoin de liste de classement (A, B,C) pour savoir si une revue est bonne ou marginale. Cela montre que la multiplication des classements mécaniques et numériques ne sert qu'à faciliter la prise de contrôle de l'évaluation, l'arrachant ainsi des mains des pairs, qui jusque-là la contrôlaient, pour permettre à n'importe quel gestionnaire de décider si un dossier est bon ou non en utilisant seulement des indices soi-disant « objectifs ».

Quant aux classements dits « internationaux » il faut continuer à les critiquer et à rappeler que leurs indicateurs sont (le plus souvent) inadéquats et biaisés et ne pas jouer leur jeu en modifiant nos pratiques pour les rendre compatibles avec le classement. C'est cette erreur (que je considère grave) que font bien des écoles de gestion en voulant se comporter comme le décrètent des organisations autoproclamées « d'accréditation » qui imposent des critères stupides qui n'ont rien à voir avec le choix que peut faire une institution pour répondre à ses besoins locaux. Comme je le montre dans la version anglaise mise à jour du livre sur l'évaluation, ce comportement d'adaptation aux critères externes mène d'ailleurs à la manipulation de données et à la fraude ...

2. Yves Gingras, *Les Dérives de l'évaluation de la recherche : du bon usage de la bibliométrie*, Paris, Raisons d'agir, 2014, p. 99.

3. Voir sa traduction dans le *SPUQ-Info* de septembre 2017, n° 305.

4. Le comité d'experts sur le rendement scientifique et le financement de la recherche, *Éclairer les choix en matière de recherche : indicateurs et décisions*, Ottawa, Conseil des académies canadiennes, 2012, <http://sciencepourlepublic.ca/fr/assessments/completed/science-performance.aspx>.



Les universités peuvent bien sûr mettre de l'avant leurs succès académiques : prix, reconnaissances diverses, publications importantes pour faire valoir leur importance académique. Mais cela doit se faire de manière honnête et crédible.

Financement de la recherche et tâche des professeures, professeurs

SPUQ-Info – *Le financement de la recherche tend à être fortement concentré, engendrant de grands écarts entre quelques professeures, professeurs, très fortement subventionnés, et la majorité de leurs collègues, nettement moins subventionnés. Diverses recherches ont indiqué que cette « politique » conduisant à mettre tous ses œufs dans le même panier, pour employer le lieu commun, est contre-productive, quantitativement et qualitativement. Quelles seraient les solutions envisageables, pour utiliser avec une plus grande efficacité les subventions à la recherche ? Est-ce que la proposition d'une subvention universelle annuelle, formulée par la FQPPU, ne constituerait pas une mesure encourageant le risque et l'innovation, hors des sentiers battus des sujets plus « à la mode », en plus de soulager partiellement le système d'évaluation?*

Yves Gingras – À mon avis, il faut ici tenir compte de la spécificité des disciplines et ne pas faire comme si la chimie ou la physique étaient la même chose que la littérature ou l'histoire. Imiter les sciences biomédicales et de la nature est – j'en suis convaincu – dangereux pour les sciences sociales et humaines (SSH). Ainsi, la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) a, de façon non voulue, de par ses règles, poussé les SSH à créer des « infrastructures » parfois artificielles et non viables à long terme. Or de grands travaux peuvent être faits avec peu de ressources. C'est pour cela que l'idée que tous les profs de SSH aient de manière automatique disons 5 000 \$ ou 10 000 \$ par an pour leurs recherches aurait un effet très important à peu de frais. Cela faciliterait la participation à des colloques, mode important de collaboration en SSH qui ne mène pas nécessairement à la co-signature d'articles comme c'est le cas en sciences de la nature. Ce qui montre, en passant, que mesurer le degré de collaboration par la co-signature est un indicateur valide en sciences de la nature et biomédicales, qui sont des entreprises collectives, mais plus problématique dans les humanités et certaines sciences sociales aux recherches moins collectives. Mais revenons à la question des subventions. Une petite subvention annuelle faciliterait aussi l'embauche ponctuelle d'assistants de recherche, qui viendraient ainsi accélérer la collecte de données, etc. Par contre ce modèle ne se transpose pas facilement en sciences biomédicales. Il faut donc trouver un moyen de tenir compte des différences de pratique entre les secteurs de recherche. Il est par contre démontré que de trop mettre de ressources sur une même personne ou un même projet mène à du gaspillage en raison de la loi des rendements décroissants, qui a une validité très générale. Ainsi, les bourses trop élevées semblent généreuses, mais ne sont pas un bon choix car elles limitent le nombre de récipiendaires sans produire davantage de recherches de qualité ou même diminuer de manière significative la durée des études. Je pense en fait que la manie des « grosses » bourses est un effet de l'idéologie répandue dans la société qui fait que la seule unité de valeur semble l'argent. Cette réduction du monde social à la valeur économique ne peut qu'être néfaste au monde intellectuel qui carbure

aussi au capital symbolique comme l'ont bien montré des sociologues comme Merton et Bourdieu.

SPUQ-Info – *Dans le tout premier numéro des cahiers d'Analyses et discussions publiés par le SPUQ, en 1990, tu écrivais que « la répartition des tâches cessera d'être un enjeu le jour où tous les professeures, professeurs seront sérieusement engagés dans des activités de recherche. Ils enseigneront alors tous moins de quatre cours et il faudra engager de nouvelles professeures, nouveaux professeurs pour combler la charge d'enseignement⁵ ». Depuis, la proportion de professeures, professeurs « sérieusement engagés » dans la recherche s'est accrue, mais les dégrèvements alloués pour accomplir cette recherche n'ont pas suivi cette tendance, bien au contraire. De sorte que, s'il y a plus de professeures, professeurs participant à des recherches subventionnées, ceux-ci n'ont pas vu leur tâche d'enseignement diminuer pour autant. Cet alourdissement de la tâche globale n'est-il pas nuisible pour toutes les dimensions de celle-ci : pour la recherche aussi bien que pour l'enseignement ou que pour les services à la collectivité ?*

Yves Gingras – Je crois que le contexte à l'époque où j'ai écrit cela était la discussion sur la « modulation » des tâches : certaines institutions peuvent décider (cela relève alors de la directrice, du directeur ou de la doyenne, du doyen) qu'un prof qui fait « beaucoup » de recherche enseigne moins que ses collègues. C'est bien sûr un peu arbitraire et ce n'est pas notre cas, car la tâche à l'UQAM est conventionnée et est (en principe) de 4 cours pour tous. D'ailleurs on a trouvé une solution intelligente à la disparité possible entre professeures, professeurs : mener une thèse ou un mémoire à bon port (donc le diplômé !) donne droit à des dégrèvements, ce qui me semble simple justice par rapport à des collègues qui (peu importe les raisons) dirigent peu ou pas ou ne diplôment pas, mais donnent le même nombre de cours. Je suis d'ailleurs contre l'idée (déjà entendue...) que le simple « encadrement » aux cycles supérieurs soit « rémunéré » d'une façon ou d'une autre avant même la diplomation qui peut ne jamais arriver. Car cela aurait un effet pervers évident : garder l'étudiante ou l'étudiant aux études aussi longtemps que possible pour obtenir ainsi une « prime » annuelle... Il faut tout de même rappeler que si on donne 4 cours (et non pas 5 par exemple, comme cela se voit dans des universités canadiennes) c'est bien parce que l'on est supposé faire de la recherche et produire des résultats visibles. Donc on ne peut pas dire « je veux un dégrèvement pour faire de la recherche » ! Une telle demande doit être fondée sur un argumentaire qui montre que la recherche en question demande un surplus important de temps (à un moment donné), par rapport au travail normal.

Cela étant dit, il est vrai que la croissance des activités de recherche n'a pas été suivie par une croissance des fonds de recherche – tant pour les dégrèvements que pour les autres frais liés à la recherche. On a même vu un déclin des taux de réussite aux concours des organismes subventionnaires pour la simple raison que le nombre de chercheuses, chercheurs ayant cru plus vite que les fonds disponibles, les taux de réussite n'ont pu baisser. Cela a aussi été exacerbé par l'idéologie de « l'excellence » qui la concevait comme une concentration des

5. Yves Gingras, « Point de vue sur la modulation », *Analyses et discussions*, n° 1, Montréal, SPUQ, hiver 1990, p. 16-17.

ressources sur les soi-disant « meilleurs ». Cela confirme aussi que la rhétorique sur l'importance de la recherche est bien cela, de la rhétorique, car elle est rarement accompagnée des budgets que ces recherches exigent. On peut au moins se réjouir un peu, car le dernier budget fédéral a enfin consenti des augmentations sensibles des budgets voués à la recherche fondamentale. Mais, comme les budgets des universités (qui relèvent du provincial) n'augmentent pas, il ne faut pas s'imaginer que ces nouveaux fonds fédéraux vont changer vraiment les choses. Au Québec, le dernier budget n'a ajouté que 20 millions aux FRQ et les fonds propres aux universités sont largement insuffisants pour offrir à chaque professeure, professeur un budget annuel de 10 000 \$ pour stimuler la recherche.

En terminant, je dirais que même si l'argent est le nerf de la guerre en recherche, il faut rester vigilant sur d'autres fronts. Or, je crois que

le frein qui devient de plus en plus important en recherche provient des comités d'éthique de la recherche qui confondent de plus en plus la vérification technique des règles éthiques et les commentaires sur le contenu même des recherches, comme s'ils étaient dans un comité d'évaluation de demandes de subvention. Chacun est à même de le constater en lisant les commentaires sur ses propres projets ou sur les projets des étudiantes, étudiants, commentaires qui sont de plus en plus souvent de nature méthodologique et non pas éthique et qui se mêlent ainsi de questions qui ne relèvent pas de leur mandat. Il y a là une dérive réelle à laquelle il faudra s'attaquer pour l'endiguer le plus tôt possible. Sinon ce sont de nouveaux curés en civil qui vont dicter ce qu'ils croient être de la « bonne » recherche, par-delà les comités de pairs qui ont déjà octroyé des subventions et ainsi évalué les problématiques et les méthodes. Mais aller plus loin demandera un autre entretien! □

Repenser l'université

Table ronde sur l'exercice du métier de professeure, professeur en sciences

// Table ronde réunissant : Wessam Ajib, Département d'informatique, Aboulaye Diallo, Département d'informatique, Christophe Hohlweg, Département de mathématiques, Éric Lucas, Département des sciences biologiques, Isabelle Marcotte, Département de chimie et Julie Thériault, Département des sciences de la terre et de l'atmosphère

Compte rendu par Michel Lacroix, 3^e vice-président du SPUQ

Organisée dans le cadre de la série « Repenser l'université », la table ronde réunissant des professeures et professeurs de plusieurs départements de la Faculté des sciences a été préparée par Christophe Hohlweg et s'est tenue le 15 février dernier, au pavillon Président-Kennedy.

Les thèmes suivants avaient été communiqués aux participantes, participants de cette réunion :

Le métier de professeure, professeur. Comment concevoir la mission d'une professeure, d'un professeur d'université : faire avancer le savoir en général, avancer le savoir « au Québec », former des travailleurs, former des chercheurs-futurs-profs, donner un accès au savoir à des « populations » nouvelles, donner un accès au marché universitaire international, etc.? La mission des professeures, professeurs d'université est-elle valorisée au sein de l'UQAM? au sein la société québécoise?

Enseignement et recherche. Sommes-nous des enseignantes-chercheuses, enseignants-chercheurs, indissociablement ou, selon les cas, des enseignantes, enseignants ou des chercheuses, chercheurs? L'université est-elle une institution d'enseignement avant tout ou une institution qui favorise le progrès, l'avancement et la préservation des connaissances (entre autres via l'enseignement)?

L'évaluation et la compétitivité en recherche : pression bénéfique ou frein à la découverte?

L'UQAM, les universités et la société québécoise : L'UQAM publicise-t-elle adéquatement sa mission et ses succès au sein de la société québécoise et à l'international? L'UQAM met-elle les ressources adéquates ou soutien à la recherche, au soutien à l'enseignement, aux services à la collectivité?

Informelle, ouvrant à des échanges impromptus entre les participantes, participants, la table ronde a abordé dans un désordre relatif les thèmes esquissés ci-dessus, tout en faisant émerger un tableau relativement convergent des analyses des conditions concrètes de l'exercice du métier de la professeure, du professeur. Un constat, tout particulièrement, dominait la discussion : le sentiment aigu du manque de temps, avec les conséquences néfastes pour l'accomplissement des tâches, aussi bien que pour la santé. « Plus ça va, moins je fais de la bonne recherche », « je n'ai plus de temps pour réfléchir », « je n'ai même pas le temps de manger », « on a zéro qualité de vie » : sous des formes diverses, ces propos ont été partagés par toutes les participantes, tous les participants. Le spectre de l'épuisement professionnel est ainsi apparu à de nombreuses reprises, ainsi que la perception du caractère parfois malsain de la surcharge de travail, surtout en ce qui a trait aux relations avec les différents services au sein de l'université. « Beaucoup de collègues se valorisent parce qu'ils ne font plus que travailler », a-t-on indiqué, érigeant ainsi en modèle, en signe de réussite professionnelle, le manque de temps.

Les remarques sur l'allongement des heures de travail, le débordement sur la vie privée, et ainsi de suite, mettaient en évidence de fortes tensions entre les trois grandes composantes de la tâche des



professeures et professeurs, mais aussi dans la pratique spécifique de la recherche. « Est-il vraiment possible d'enseigner quatre cours et de mener des recherches significatives, reconnues par les pairs? », « Je passe une partie de mon temps à chercher de l'argent pour les assistants de recherche qui pourront faire la recherche que je n'ai plus le temps de faire directement ». Un des participants a jugé que les services à la collectivité (direction de programme, de département, etc.) sont très dévalorisés par les pairs.

L'utilité des dégrèvements pour les tâches de direction, ainsi que des crédits accumulés à la suite des dépôts de mémoire ou de thèse ont été jugés plus que nécessaires. Le manque de soutien, dans le cadre des tâches de direction et d'enseignement ainsi que dans les activités de recherche, fut régulièrement indiqué comme source de frustration et de découragement. Fabrication des horaires des cours d'un programme, récolte et analyse des statistiques, production de rapports, planification des réunions, réponses aux courriels des étudiantes, étudiants, surcharge dans les cours à grands groupes par manque d'heures accordés aux auxiliaires, transfert des connaissances et la valorisation de la recherche : autant d'aspects de la tâche où les participantes, participants ont exprimé leur désagrément quant au soutien des différents services et structures uqamiennes. « On manque de soutien, point », s'est ainsi exclamé un des participants (avec un bémol, surgissant plus tard dans la conversation : « au moins la Faculté des sciences, elle, nous appuie adéquatement »).

En ce qui concerne le rapport à la profession, tous ont souligné l'importance de la liaison étroite entre enseignement et recherche, malgré les difficultés éventuelles de la conciliation entre les deux. Personne ne doit être « juste chercheur » ou « juste enseignant ». « Il est utile pour les étudiantes, étudiants d'avoir une fenêtre sur la recherche dans leurs cours de bac » a-t-on indiqué, même si dans certains cours de première année retraçant les bases de la discipline, cette liaison est virtuellement impossible. Un des participants a pour sa part indiqué qu'il est possible d'envisager les diverses formes de « diffusion » de la recherche, que ce soit par le biais de conférences, de discussions avec les étudiantes, étudiants ou d'interventions dans les médias comme autant de formes « d'enseignement », de transmission de savoirs. Tous se sont accordés à dire que les tâches principales d'une professeure, d'un professeur d'université sont l'enseignement et la recherche et que les services à la collectivité s'inscrivent naturellement dans l'exercice de ces tâches.

Quelques critiques ont été formulées au sujet de l'accentuation trop prononcée dans les diverses disciplines des thèmes de recherche populaires, au détriment des domaines ou sujets moins à la mode. La discussion a alors glissé vers les difficultés de relancer la recherche, de retrouver des subventions après une série de réponses négatives. Comment éviter la spirale de l'échec, permettre à une professeure, un professeur de relancer sa carrière, de se consacrer à d'autres formes de recherche, d'écriture peu reconnues par les programmes de subvention, mais pertinentes pédagogiquement, intellectuellement, socialement ?

Les éventuelles tensions ou divergences entre l'avancement du savoir et la formation de travailleurs qualifiés, l'accessibilité aux études supérieures pour les universitaires de première génération et

le recrutement d'étudiantes, d'étudiants internationaux, etc., furent peu abordées, sinon par un participant indiquant que la production et la transmission du savoir primait à ses yeux sur les autres finalités attribuables à l'université (« nous formons des humains, pas seulement des travailleuses, travailleurs »).

Quant à la question de la diffusion des réussites uqamiennes auprès du public québécois et, plus généralement, le sujet des « clichés » au sujet du travail de professeure, professeur universitaire (« qu'est-ce que tu fais pendant les longs mois d'été? », « tu enseignes six heures seulement par semaine », etc.), on a reproché à la direction de l'UQAM son inaction des dernières années. Le rôle des animatrices, animateurs pédagogiques, qui aideraient non seulement les professeures, professeurs à développer du matériel pédagogique pour les cours et les laboratoires mais aussi à préparer du matériel de diffusion, paraissait à cet égard propice afin de favoriser de meilleurs contacts avec le public.

Enfin, dans le fil d'une remarque sur l'intérêt éprouvé par les professeures et professeurs au sujet d'un éventuel « salon des professeurs », dans leur département ou faculté, les participantes, participants ont exprimé leur regret quant à la rareté des lieux et des formes d'échange « non institutionnels », informels, entre collègues d'un même département et, *a fortiori*, d'une même faculté ou d'autres facultés.

Mot de la fin par Christophe Hohweg

Cette table ronde m'a confortée dans l'idée que mes collègues professeures et professeurs dans un des domaines des sciences naturelles ou abstraites conçoivent la mission de professeure, professeur *d'université* comme moi : nous sommes avant tout celles et ceux qui font reculer les frontières de la connaissance, tout en montrant au monde (nos collègues, nos étudiantes, étudiants, la société québécoise, canadienne, comme internationale) les fruits de nos explorations. Bien entendu poursuivre sa recherche demande un financement, d'avoir des étudiantes, étudiants que l'on forme, mais aussi, avant tout, il faut du temps ! Beaucoup de temps pour contempler cette frontière avant d'en saisir les limites afin de la faire reculer, du temps pour penser à comment explorer cette frontière, du temps pour penser à comment présenter les résultats de notre recherche, que ce soit à des spécialistes ou au grand public. Et c'est ce temps pour penser que nous n'avons plus, ce temps qu'il est si difficile de préserver. Nous avons le plus grand besoin d'un soutien efficace afin de nous aider à se réapproprier notre temps pour penser et ainsi mener à bien notre mission. Un grand nombre de tâches cléricales ont au fil des ans été prises en charge par les professeures, professeurs, suite à l'informatisation des processus et des contacts, tâches n'ayant pas de véritable dimension académique, mais dévoreuses de temps précieux; notre enseignement pourrait être mieux soutenu par des auxiliaires, qui d'ailleurs forment souvent la relève et apprendraient ainsi une partie du métier comme l'artisan apprenait le sien. Il faut dès *maintenant* nous réapproprier notre temps afin de pouvoir contempler, réfléchir, inventer et transmettre ce que l'ondécouvre ! □

Cet événement est organisé par la Collectif des ÉGES qui une trentaine d'organisations syndicales, associatives et communautaires qui œuvrent en enseignement supérieur.

Francine Pelletier, journaliste au Devoir, animera cet événement.

Date	Heures	Lieu	Activités
Jeudi 3 mai	17 h à 19 h	Hall de la salle Marie-Gérin-Lajoie	Ouverture - Cocktail dinatoire
	19 h à 21 h	Salle Marie-Gérin-Lajoie	Mot de bienvenue Présentation du Deuxième rendez-vous Conférence d'ouverture Présentation des grands défis en enseignement supérieur Conférencier : Philippe Hurteau, IRIS
Vendredi 4 mai	Bloc 1 9 h à 10 h 30	Salles dans le pavillon Hubert-Aquin	Ateliers Avec animatrices-teurs et rapporteuses-eurs
	Bloc 2 11 h à 12 h 30		
	12 h 30 à 14 h		Dîner offert <i>Rencontre du comité synthèse</i>
	14 h à 17 h	Salle Marie-Gérin-Lajoie	Plénière
Samedi 5 mai	10 h à 11 h 30	Salle Marie-Gérin-Lajoie	Entretien avec les invités <ul style="list-style-type: none"> • Ministre de l'Enseignement supérieur • Président de la Fédération des cégeps • Présidente de l'UQ • Scientifique en chef • Porte-paroles de l'opposition CAQ, PQ, QS
	11 h 30 à 12 h		Échanges avec la salle

308
mai 2018

BULLETIN
DE LIAISON
DU SPUQ

SPUQ-INFO, UQAM
BUREAU A-R050
C.P. 8888, SUCCURSALE CENTRE-VILLE
MONTRÉAL, QUÉBEC, H3C 3P8

TÉLÉPHONE : (514) 987-6198
TÉLÉCOPIEUR : (514) 987-3014
COURRIEL : spuq@uqam.ca

SITE INTERNET :
<http://www.spuq.uqam.ca>

